

Jean Claude COSTA

Commissaire enquêteur

DEPARTEMENT DES BOUCHES DU RHONE

PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHONE  
ARRETE N° 2019-15 A DU 14 FEVRIER 2020

ENQUETE PUBLIQUE DU 5 MARS 2020 AU 6 AVRIL 2020 (ARRETE D'ORIGINE)  
INTERROMPUE CAUSE « COVID 19 » LE 20 MARS 2020

ARRETE de REPRISE DU 9 JUIN 2020

Reprise de l'enquête du 29 juin au 20 juillet 2020

DEMANDE D'AUTORISATION D'EXPLOITER DE NOUVEAUX CASIERS DE BOUES DE HAUTS  
FOURNEAUX SUR LA COMMUNE DE FOS-SUR-MER FORMULEE PAR LA SOCIETE  
ARCELORMITTAL MEDITERRANEE

1-RAPPORT DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

DOSSIER N° E20000005/13 DU 20 JANVIER 2020

## SOMMAIRE

### 1-GENERALITES :

- ✚ 1-1 Objet de l'enquête publique
- ✚ 1-2 Objet de la demande d'autorisation
- ✚ 1-3- Insertion de l'enquête publique dans la procédure
  - 1-3-1 Le dossier
  - 1-3-2 Présentation des dossiers
- ✚ 1-4- Contacts divers

### 2-PREPARATION, ORGANISATION DEROULEMENT DE L'ENQUETE

- ✚ 2-1 Préparation de l'enquête
- ✚ 2-2 Organisation de l'enquête
- ✚ 2-3 Information du public et publicité de l'enquête
  - 2-3-1 Information du Public
  - 2-3-2 Publicité de l'enquête
- ✚ 2-4. Déroulement de l'enquête :

✚ *Intégration des conséquences de la « COVID19 » notamment de la période de confinement et d'urgence sanitaire ayant conduit à la suspension de l'enquête par arrêté préfectoral du 20 mars 2020 puis à la reprise le 29 juin 2020 (arrêté préfectoral de reprise du 9 juin 2020) en intégrant de nouvelles dispositions notamment concernant les gestes barrières destinés à protéger le public et le commissaire enquêteur durant les permanences en présentiel.*

- ✚ 2-5. Réunions et visites de sites
- ✚ 2-6. Clôture de l'Enquête Publique

### 3-ANALYSE DES OBSERVATIONS DU PUBLIC

(Voir annexe n°5)

### 4-CONCLUSIONS DU RAPPORT

## 5- LISTE DES ANNEXES

- Annexe 1 : Compte rendu de réunion Préfecture des BDR du 4/2/2020
- Annexe 2 : Compte rendu réunion de prise de contact et visite du site avec ArcelorMittal du 13/02/2020.
- Annexe 3 : Compte rendu de réunion du 29/05/2020 Préfecture des BDR pour mise au point des dispositions sanitaires et administratives concernant la reprise de l'enquête.
- Annexe 4 : Compte rendu d'audition téléphonique de l'inspecteur de la DREAL PACA en charge d'ArcelorMittal.
- Annexe 5 : Procès-verbal de synthèse des observations du 27/07/2020 et réponse ArcelorMittal du 7 août 2020.
- Annexe 6 : publication presse légale concernant la première phase de l'enquête.
- Annexe 7 : certificats d'affichage des trois communes concernant la première phase de l'enquête.
- Annexe 8 : Arrêté préfectoral de suspension d'enquête du 20/03/2020.
- Annexe 9 : Arrêté préfectoral de reprise d'enquête du 9/06/2020.
- Annexe 10 : publication presse légale concernant la 2ème phase de l'enquête.
- Annexe 11 : certificats d'affichage des trois communes concernant la 2ème phase de l'enquête.

### 1-1 OBJET DE L'ENQUETE PUBLIQUE

Il sera procédé sur le territoire des communes de Fos-sur-Mer, Arles et Port Saint Louis du Rhône à une enquête publique au sujet de la demande formulée par la société ARCELORMITTAL MEDITERRANEE en vue d'être autorisée à exploiter de nouveaux casiers de boues de hauts fourneaux sur la commune de Fos-Sur-Mer.

Le projet consiste à répondre au besoin de capacité de stockage des boues issues du lavage des gaz de haut-fourneaux ainsi qu'à mettre à jour le statut du casier L10. Les boues de hauts-fourneaux sont issues du lavage des gaz de hauts-fourneaux (HFx). Ces boues, considérées comme des déchets, sont décantées puis déshydratées par une unité de filtre-presse.

Au vu de leur classification en déchets dangereux du fait notamment de la teneur en plomb qui dépasse de 0.5% le seuil selon les critères (H10) stipulés dans le code de l'environnement, Livre V, titre IV, article R.541-8 et ses annexes. Compte tenu de l'impossibilité actuelle de recycler ces boues, elles doivent être stockées en casiers conformes à l'arrêté ministériel du 30 décembre 2002 relatif aux installations de stockage de déchets dangereux. Pour cela, le projet intègre le passage du casier de transit L10 en casier de stockage de déchets.

Ce projet intègre également la création de deux nouveaux casiers de stockage L11 & L12 pour les boues issues du lavage des gaz de hauts-fourneaux, dans des conditions conformes à l'arrêté ministériel du 30 décembre 2002 applicable aux ISDD (installations de stockage de déchets dangereux) avec application de l'article 46 (adaptation possible des dispositions



réglementaires en matière de barrière de sécurité passive, de couverture finale et de dispositions relatives à la récupération et au traitement des lixiviats éventuels pour le stockage de mono-déchets).

## 1-2 OBJET DE LA DEMANDE D'AUTORISATION

La société ArcelorMittal Méditerranée, exploite depuis 1973 une usine sidérurgique sur le territoire de la commune de Fos-sur-Mer, dans le département des Bouches-du-Rhône. Le site produit de l'acier à partir du minerai de fer et du charbon qui sera ensuite transformé sous forme de bobines.

Du fait de la nature des activités exercées sur le site, celui-ci relève du régime de l'autorisation au titre 1er du livre V du Code de l'environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Aujourd'hui, les activités du site sont autorisées par l'Arrêté Préfectoral n° 2016-9 DP en date du 23 mai 2017.

Le procédé de fabrication du site produit entre autres des boues fines issues du lavage des gaz de Hauts-Fourneaux (HFx). Ces boues, considérées comme des déchets, sont décantées puis pressées par filtre-pressé. Au vu de leur classification en déchets dangereux, elles doivent être stockées en casiers conformes aux installations de stockage de déchets dangereux.

Du point de vue du stockage des déchets, le site est actuellement autorisé à exploiter les installations suivantes :

- **Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux** – cas du casier L10 - le tonnage de stockage autorisé à ce jour est de 25 000 tonnes visant à être porté à 63 016 tonnes conformément au porter à connaissance déposé en février 2018 ;
- **Installation de stockage de déchets dangereux** – cas des lagunes L1, L2, L4, L5, L6 et L7 - tonnage de stockage autorisé de 520 000 tonnes ; Ces lagunes ont fait l'objet d'une déclaration de cessation d'activité en octobre 2018.

La durée d'entreposage autorisée sur le casier L10 étant limitée à 3 ans, et les recherches de pistes de valorisation n'ayant à ce jour pas abouti à une solution fiable et pérenne, ArcelorMittal souhaite aujourd'hui convertir l'actuelle installation de transit L10 en casier de stockage de déchets dangereux.

Par ailleurs, compte tenu du fait que le casier L10 devrait atteindre son niveau de remplissage maximal fin 2020 (sur la base d'une production annuelle de fonte de 4,5 millions de tonnes), ArcelorMittal propose de créer deux nouveaux casiers de stockage de boues de hauts-fourneaux dits L11 et L12, représentant une capacité de stockage supplémentaire de 140 000 tonnes.

Lorsque le casier L10 sera arrivé à saturation, ceci permettra le stockage des boues générées par le process pendant 9 années plus 1 année supplémentaire et ainsi assurer la continuité d'exploitation de l'usine.



La durée d'exploitation maximale est calculée sur la base d'un tonnage minimum de 17 000 tonnes de déchets à stocker par an. La production de boues à stocker variera entre 17 000 et 30 000 tonnes/an en fonction de multiples paramètres (production de fonte, stabilité du process, taux de recyclage, etc.). Une augmentation de la production pourrait donc entraîner un raccourcissement de cette durée d'exploitation.

### Localisation et environnement du site

Le site est localisé dans le département des Bouches-du-Rhône (13), sur la commune de Fos-sur-Mer. Plus précisément, le site sidérurgique se situe à l'ouest de la voie rapide RN 568 reliant Fos-sur-Mer à Arles et il est bordé sur toute sa façade ouest par la Darse n°1 (ou Darse Léon Bétous) et sur sa façade sud par la Darse Sud, qui sont chacune reliées au Golfe de Fos-sur-Mer.



\*Localisation du site et du projet extrait du dossier d'EP ArcelorMittal

Le site est implanté au cœur de la zone industrielle de Fos-sur-Mer. Plusieurs installations classées ICPE se situent à proximité du site.

Aucune habitation ne se situe à proximité immédiate du site.

### Activités exercées et autorisées

Le site d'ArcelorMittal à Fos-sur-Mer produit de l'acier à partir de minerai de fer et de charbon. Les diverses unités de fabrication du site produisent des résidus sous forme de boues. Une partie de ces résidus fait l'objet d'une valorisation après stockage temporaire dans des lagunes de transit, et le reste est placé dans des casiers de stockage, situés dans la partie nord-est du site.

Parmi ces boues, les boues fines issues du lavage des gaz de Hauts-Fourneaux (HFx), décantées puis pressées par filtre-pressé, sont considérées comme des déchets dangereux du fait essentiellement de la teneur en plomb dépassant les valeurs admises : teneur 0.7% valeur admise 0.5%.

-Localisation des casiers à l'intérieur du site ArcelorMittal de FOS-SUR-MER

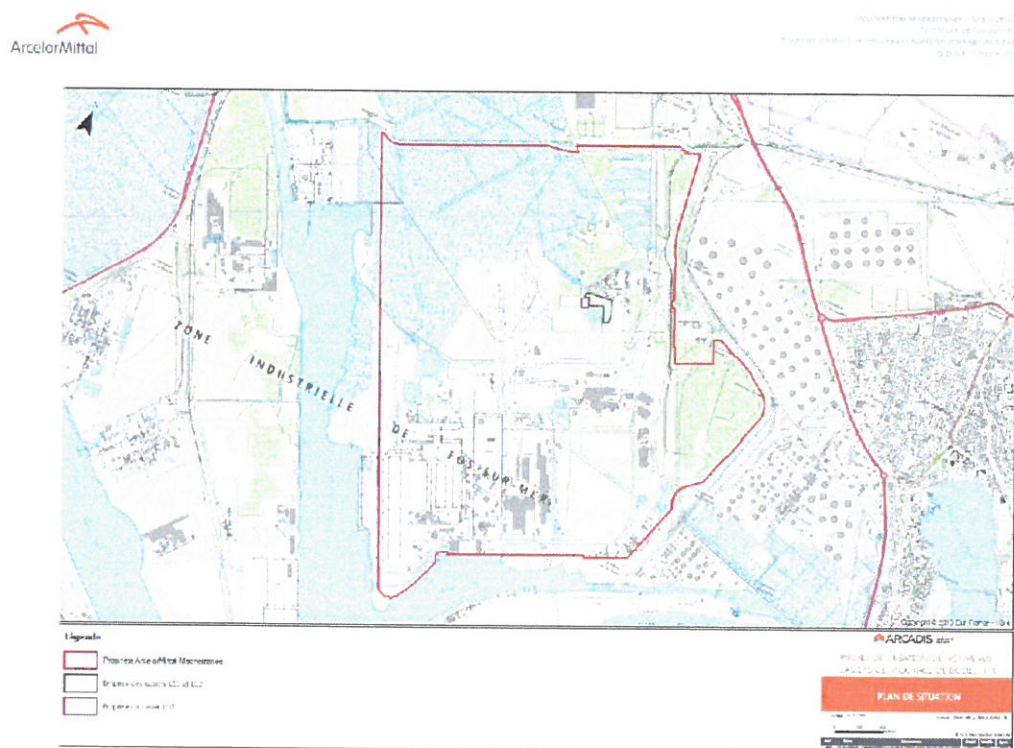


Figure 2 : Situation géographique rapprochée – Source : IGN





## -SCHEMATISATION DU PROFIL DES STOCKAGES ENVISAGES ET DES BARRIERES DE SECURITE ACTIVES ET PASSIVES

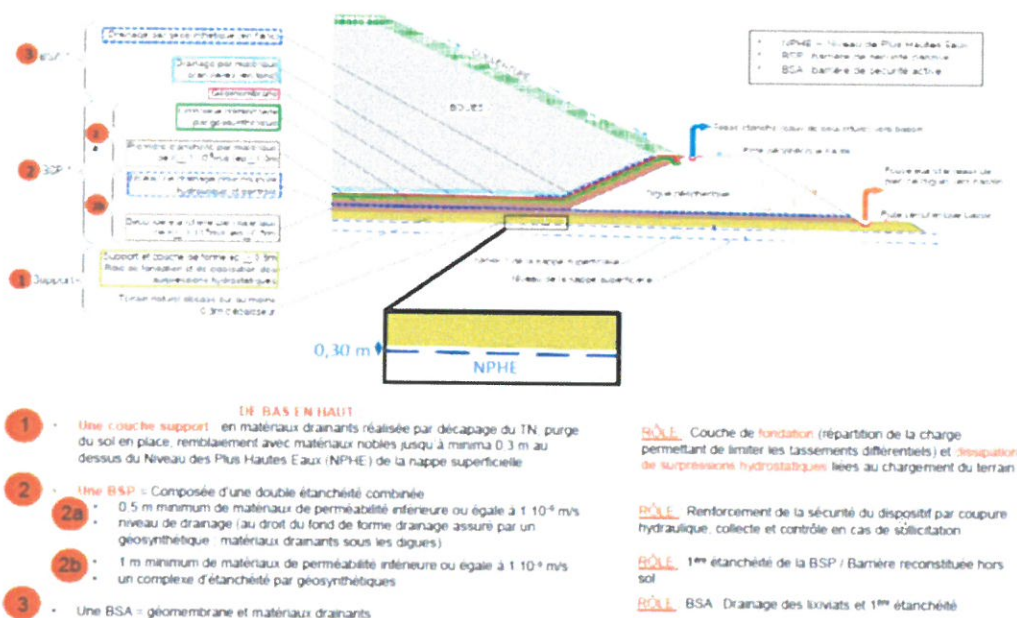


Figure 60 : Schématisation de la structure des barrières de sécurité active et passive des casiers L11 et L12 - Hors échelle



### 1-3 INSERTION DE L'ENQUETE PUBLIQUE DANS LA PROCEDURE

Vu le Code de l'Environnement, notamment les articles, L.123-3 à L.123-15, R.123-2 à R.123-21, L.511-1 et L.512-1,

Vu le Code des Relations entre le Public et l'Administration,

Vu la demande d'autorisation environnementale présentée le 14 Janvier 2019 et complétée le 5 Août 2019 en préfecture par la société ArcelorMittal Méditerranée en vue d'être autorisée à exploiter de nouveaux casiers de boues de hauts fourneaux sur la commune de Fos-sur-Mer,

Vu le dossier annexé à cette demande et notamment l'étude d'impact,

Vu l'absence de concertation publique sur ce projet,

Vu la réunion de cadrage du 24 Juillet 2017 réalisée entre les services de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement et la société ArcelorMittal Méditerranée,

Vu l'avis du sous-préfet d'Istres en date du 14 Février 2019,

Vu la saisine pour avis par lettre du 20 Mars 2019 de la DRAC, de l'INAO, de l'ARS, de la DDSIS et de la DDTM SMEE conformément aux articles R181-17 et R 181-23 du code de l'environnement,

Vu l'avis de la Mission Régionale d'autorité environnementale sur le projet de création de nouveaux casiers de boues de hauts fourneaux en date du 26 Novembre 2019,

Vu le rapport de fin d'examen en date du 19 Décembre 2019 de Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,

Vu le mémoire en réponse de la société ArcelorMittal Méditerranée reçu en Préfecture le 17 Janvier 2020,

Vu la décision n°E20000005/13 de la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille en date du 20 Janvier 2020 désignant un commissaire enquêteur,

CONSIDERANT que le dossier déposé par la société ArcelorMittal Méditerranée a été déclaré complet et régulier par l'inspection de l'environnement et qu'il y a lieu de soumettre ce projet aux formalités d'enquête publique prescrites par les dispositions réglementaires susvisées,

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, l'arrêté préfectoral N° 2019-15 A du 14 février 2020 décrit les modalités de la procédure d'enquête publique concernant ce projet.

Vu l'arrêté préfectoral N°2019-15 A du 20 mars 2020 portant sur la suspension de l'enquête publique en vertu du décret N°2020-260 du 16 mars 2020 portant réglementation des déplacements dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus « covid 19 » et l'ensemble des mesures et recommandations visant à limiter les déplacements et favoriser le confinement des populations pour des raisons sanitaires.

Vu l'arrêté préfectoral N° 2019-15 A du 9 juin 2020 portant reprise de l'enquête publique,

CONSIDERANT l'évolution favorable du contexte sanitaire, des textes applicables et du déconfinement progressif en cours permettant d'envisager de nouveau, sous réserve du respect des mesures barrières permettant de limiter les risques « covid 19 », la reprise des enquêtes publiques et le recueil des observations du public sur le projet.

Les nouveaux moyens spécifiques mis à la disposition du public pour déposer ses observations lors de la reprise de l'enquête sont décrits dans l'arrêté ainsi qu'au § 2-4 du présent rapport.

### **1-3-1 LE DOSSIER**

Le dossier sur support papier est constitué de 5 classeurs clairement repérés, illustrés et nomenclaturés, une version dématérialisée sur support électronique (clé USB) nous est également fournie.

Sont joints à ce dossier :

- La lettre d'ArcelorMittal de demande d'autorisation environnementale d'une installation classée du 3/01/2019
- L'avis de la « MRAe » 2019-2450 du 26/11/2019
- Le mémoire en réponse d'ArcelorMittal de janvier 2020.
- L'avis de l'agence régionale de santé (ARS) PACA du 22/08/2019
- L'avis de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer, Service de l'environnement DDTM du 26/08/2019
- L'avis de l'INAO du 26/4/2019
- L'avis de la DRAC N°1810 du 3/04/2019
- L'avis du SDIS des BDR du 18/04/2019



### **1-3-2 PRESENTATION DU DOSSIER**

Nous constatons la complétude de ce dossier dont un exemplaire complet coté paraphé par le commissaire enquêteur est disponible dans tous les lieux d'enquête des communes concernées.

### **1-4 CONTACTS DIVERS.**

- A la préfecture des Bouches du Rhône le dossier est suivi par Madame OUAKI et Monsieur BERTOTHY de la Direction de la Citoyenneté de la Légalité et de l'Environnement, Bureau des installations et des travaux règlementés pour la Protection des milieux

- Chez ARCELORMITTAL nos interlocuteurs sont Madame Anne GIRARDET, Madame Emma TIRARD toutes deux du Département développement durable gestion des risques et Monsieur Guillaume MATHURIN du département travaux neufs génie civil

## **2-PREPARATION, ORGANISATION DEROULEMENT DE L'ENQUETE (*avant interruption* « COVID 19 »)**

### **2-1 PREPARATION DE L'ENQUETE**

Par la décision N° E20000005/13 du 20/01/2020 le Tribunal Administratif de Marseille a confié à Monsieur Jean Claude COSTA la conduite de l'enquête publique concernant une demande d'autorisation environnementale formulée par ARCELORMITTAL à FOS SUR MER en vue d'exploiter de nouveaux casiers de stockage de boues de hauts fourneaux.

La Préfecture des Bouches Du Rhône a pris un arrêté d'ouverture d'enquête publique N° 2019-15A le 14/02/2020



## 2-2 ORGANISATION DE L'ENQUETE

Le 7 février 2020 une réunion de préparation d'enquête se tient en Préfecture des BDR en présence de M. BERTOTHY et de Madame OUAKI, à l'issue de la réunion les sept classeurs composant le dossier nous sont remis.

Le 13 février 2020, nous organisons une réunion de prise de contact, présentation du dossier et visite de site chez ARCELORMITTAL. Nos interlocuteurs sont : Madame Anne GIRARDET, Madame Emma TIRARD toutes deux du Département développement durable gestion des risques et Monsieur Guillaume MATHURIN du département travaux neufs génie civil.

Après la présentation de l'entreprise et du dossier nous nous rendons sur le terrain afin de visualiser les casiers existants et de situer les emplacements des casiers objets de l'enquête publique. (CR Annexe 2)

En application des dispositions de l'arrêté N° 2019-15 A du 14 février 2020 de Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône, le commissaire enquêteur s'est tenu à la disposition du public afin de recevoir les observations orales et écrites sous forme de courriers ou de courriels aux jours et heures suivantes. Il est à noter que la Préfecture des BOUCHES DU RHONE avait mis à la disposition du public une adresse courriel dédiée et le pétitionnaire avait souscrit un registre numérique auprès d'un prestataire de service spécialisé.

### - EN MAIRIE de FOS SUR MER :

- \* JEUDI 5 MARS 2020 de 14h à 17h
  - \* LUNDI 9 MARS 2020 de 14h à 17h
  - \* MARDI 17 MARS 2020 de 9h à 12h
  - \* LUNDI 23 MARS 2020 de 9h à 12h
  - \* LUNDI 6 AVRIL 2020 de 14h à 17h
- } ANNULEES

### - EN MAIRIE DE PORT SAINT LOUIS

- \* JEUDI 5 MARS 2020 de 8H30 à 12h
  - \* JEUDI 19 MARS 2020 de 8H30 à 12h
  - \* LUNDI 23 MARS 2020 de 13h30 à 17h
  - \* VENDREDI 27 MARS 2020 8H30 à 12h
  - \* MERCREDI 1 AVRIL 2020 de 13h30 à 17h
- } ANNULEES

### - EN MAIRIE D'ARLES

- \* LUNDI 9 MARS 2020 de 9h à 12h
  - \* MARDI 17 MARS 2020 de 13h30 à 16h30
  - \* VENDREDI 27 MARS 2020 de 13h30 à 16h30
  - \* MERCREDI 1 AVRIL 2020 de 9h à 12h
  - \* LUNDI 6 AVRIL 2020 de 9h à 12h
- } ANNULEES

**CES PERMANENCES ONT ETE ANNULEES ET REPORTEES EN CONSEQUENCE DES MESURES DE CONFINEMENT (cf arrêté préfectoral du 20/03/20)**

- Une réunion publique était programmée à Fos sur Mer le jeudi 12 mars elle fut annulée pour les mêmes raisons.

## 2-3 INFORMATION DU PUBLIC ET PUBLICITE DE L'ENQUETE

### 2-3-1 INFORMATION DU PUBLIC :

Un avis établi conformément aux dispositions des articles L.123-10 et R123-9 du code de l'environnement au format A2 a été publié par voie d'affiches par les soins des maires et du pétitionnaire concernés aux emplacements des affichages légaux.

L'avis d'enquête légal a été publié dans les deux journaux locaux "La Provence" et « La Marseillaise » le 18 février 2020 ci-joint (annexe 6.)

Certificats d'affichage des 3 communes concernées et d'ARCELORMITTAL (annexe N°7.) pour la première phase de l'enquête

L'affichage a également été disposé sur les lieux prévus pour la réalisation du projet. Aux emplacements désignés sur le plan d'affichage ci-après contrôlé et vu par mes soins.

Enfin l'avis d'enquête a été publié par voie dématérialisée sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône quinze jours avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

### 2-3-2 PUBLICITE DE L'ENQUETE

De plus sur ma demande les trois communes ont informé la population en utilisant les écrans d'informations électroniques communaux et leurs sites internet.

En application de l'ordonnance 2016-1060 du 3 août 2016 et son décret d'application 2017-626 du 25 avril 2017, une adresse courriel dédiée avait été mise à disposition : « [enquete-publique-1913@registre-dematerialise.fr](mailto:enquete-publique-1913@registre-dematerialise.fr) » pendant toute la durée de l'enquête.

Le public pouvait consulter le dossier sur un poste informatique mis à la disposition du public dans les locaux de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, direction des collectivités locales, de l'utilité publique et de l'environnement, bureau de l'utilité publique de la concertation et de l'environnement. Il était également consultable sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône à l'adresse :

<http://www.bouchesdurohne.gouv.fr/publications/publications-environnementales/enquetes-publiques/enquetes-publiques> - ICPE

ARCELORMITTAL avait souscrit un moyen complémentaire d'information et de communication pour cette enquête à savoir un « registre numérique » sécurisé accessible durant l'enquête 24h/24 et 7 jours sur 7 à l'adresse suivante « <https://www.registre-dematerialise.fr/1913> ». Le public par ce moyen pouvait notamment consulter tous les documents officiels ainsi que le dossier mais également déposer des observations.

Nous avons pu vérifier et nous assurer du bon fonctionnement sécurisé de ce registre digital.



Le commissaire enquêteur avait reçu une formation de la part du prestataire retenu par ARCELORMITTAL préalablement à la mise en service.

## **2-4 DEROULEMENT DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE, GESTION DES MESURES DE CONFINEMENT ET DE LA PERIODE DE CRISE SANITAIRE.**

Conformément aux termes de l'arrêté préfectoral n°2019-15A du 14 février 2020 cette enquête a débuté le jeudi 5 mars 2020 pour une durée initiale de 33 jours elle devait être clôturée le lundi 6 avril 2020, quinze permanences (5 par communes concernées) étaient programmées. (cf §2-1)

Nous avons assuré le 5 mars 2020 une permanence à Fos-sur-Mer & PORT SAINT LOUIS et le 9 mars une permanence à FOS & à ARLES.

Les autres permanences étaient programmées pour le mardi 17 mars et jours suivants, elles n'ont pu être assurées afin de tenir compte des conditions sanitaires existantes et du confinement décidé par les autorités empêchant la poursuite de l'enquête dans des conditions compatibles avec la sécurité du public et du commissaire enquêteur.

La préfecture des BDR a pris un arrêté de suspension le 20 mars 2020 Annexe N° 8

L'évolution favorable du contexte sanitaire, des textes applicables et du déconfinement progressif permettant d'envisager de nouveau la reprise de l'enquête, sous réserve du respect des mesures barrières

Après une réunion de concertation préparatoire à la reprise de l'enquête tenue le 29 mai 2020 en Préfecture avec M. BERTOTHY un arrêté de reprise d'enquête est pris le 9 juin 2020, reprenant notamment les mesures barrières permettant de limiter les risques et programmant les 14 nouvelles dates de permanences présentiels en communes ainsi que deux permanences téléphoniques destinées aux personnes qui ne seraient pas en mesure de se déplacer toujours en complément du registre numérique qui sera réactivé pour 22 jours du lundi 29 juin 2020 au lundi 20 juillet 2020.

- Annexe N°9 Arrêté de reprise d'enquête

### **Nouvelles permanences**

#### **- EN MAIRIE de FOS SUR MER :**

- \* MARDI 30 JUIN 2020 de 9h à 12h
- \* JEUDI 2 JUILLET 2020 de 14h à 17h
- \* LUNDI 6 JUILLET 2020 de 9h à 12h
- \* JEUDI 9 JUILLET 2020 de 14h à 17h
- \* VENDREDI 10 JUILLET de 9h à 12h
- \* JEUDI 16 JUILLET de 14h à 17h
- \* LUNDI 20 JUILLET de 14h à 17h



**-EN MAIRIE DE PORT SAINT LOUIS**

- \* MARDI 30 JUIN 2020 de 13h30 à 17h30
- \* JEUDI 9 JUILLET 2020 de 8h30 à 12h
- \* JEUDI 16 JUILLET 2020 de 8h30 à 12h
- \* LUNDI 20 JUILLET de 8h30 à 12h

**-EN MAIRIE D'ARLES**

- \* JEUDI 2 JUILLET 2020 de 9h à 12h
- \* LUNDI 6 JUILLET 2020 de 13h30 à 16h30
- \* VENDREDI 10 JUILLET de 13h30 à 16h30

**PERMANENCES TELEPHONIQUES**

*Avec prise préalable de rendez-vous téléphonique en utilisant l'adresse courriel dédiée.*

- \* MERCREDI 8 JUILLET DE 9H à 12H et de 14h à 17h
- \* MERCREDI 15 JUILLET DE 9H à 12H et de 14h à 17h

Le commissaire enquêteur souligne que l'enquête s'est déroulée dans un climat certes perturbé par les mesures sanitaires en vigueur, mais remercie l'ensemble des personnels des trois communes concernées pour leurs collaborations et leurs accueils.

Les mêmes dispositions que celles prises avant l'interruption concernant la publicité de l'enquête (phase1) : insertion dans la presse légale, affichages en communes et sur le site ont été mises en œuvre pour la reprise de l'enquête (phase2)

**2-5 REUNIONS ET VISITES DE SITE :**

-Le 7 février 2020 : réunion en préfecture des Bouches-du-Rhône afin de prendre possession du dossier d'enquête composé de 5 classeurs et d'une version électronique, puis préparation de l'organisation d'enquête. M. BERTOTHY et Mme OUAKI participent à cette réunion.

-Le 13 février 2020 : réunion de présentation du projet et du site sur lequel devraient être réalisés les casiers de stockage chez le maître d'ouvrage ARCELORMITTAL à Fos-sur-Mer. Nous sommes reçus par Madame Anne GIRARDET, Madame Emma TIRARD toutes deux du Département développement durable gestion des risques et Monsieur Guillaume MATHURIN du département travaux neufs génie civil.

- Annexe N° 10 Compte rendu de réunion du 13/2/2020

-Le 29 mai 2020, nous rencontrons en préfecture M. BERTOTHY afin de préparer la reprise de l'enquête en intégrant les mesures de distanciation et barrières destinées à protéger le public et le commissaire enquêteur mais permettant de reprendre l'enquête suspendue.

-Le vendredi 17 juillet 2020, à l'initiative du Commissaire enquêteur audition téléphonique de Madame Julie DESMARET du service « inspection des établissements classés » à la DREAL PACA, en charge d'ARCELOR MITTAL FOS.

- Annexe N°11 Compte rendu de réunion téléphonique du 17/7/2020

## 2-6 CLOTURE DE L'ENQUETE PUBLIQUE

Le lundi 20 juillet 2020 à 17 h00 nous procédons à la clôture de l'enquête publique dans les trois communes concernées ARLES, PORT SAINT LOUIS et FOS-SUR-MER désigné siège de l'enquête.

De multiples moyens avaient été mis à la disposition du public avant et après l'interruption de l'enquête en plus des dispositions réglementaires (pour mémoire : adresse courriel dédiée, registre numérique mettant à disposition du public l'intégralité des documents administratifs et le dossier complet soumis à enquête). L'ensemble pouvant être consulté et téléchargé directement en ligne 24h/24 et 7 jours sur 7, les observations ou les courriels pouvaient être déposés sur un site sécurisé. De surcroît après concertation avec l'autorité organisatrice nous avons rajouté pour la deuxième partie de l'enquête deux fois trois heures de permanences téléphoniques avec un numéro d'appel dédié.

Les trois communes concernées avaient toutes publié les dates et heures de permanence en communes notamment sur tous les dispositifs mis à disposition sur leurs sites internet et leurs moyens d'information locaux (panneaux lumineux, magazines municipaux, réseaux sociaux etc...).

Ces moyens complémentaient les dispositions légales de publicité diffusées dans la presse régionale (cf § 2.3.2 'publicité de l'enquête').

Nous déplorons qu'en dépit de tous les moyens déployés à la fois par les outils d'expression mais aussi par la mise en place des mesures barrières sur le plan sanitaire, que le public ne se soit pas plus manifesté pour apporter sa contribution au débat public que ce soit avant ou après la suspension de l'enquête.

Nombre d'observations recueillies pendant l'enquête :

COMMUNES	Du 5 au 20 mars 2020	Du 29 juin au 20 juillet 2020	TOTAL
Fos sur Mer	5	1	6
Port st Louis	0	0	0
Arles	0	1	1
Registre numérique	1		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>6</b>	<b>2</b>	<b>8</b>



- Capture d'écran du « registre dématérialisé » au 20/07/2020 17h00 lors de la clôture de l'enquête publique

Votre espace réservé

Mon compte

Mes registres

ARCELORMITTAL : projet de création de nouveaux casiers de boues de Hauts-Fourneaux sur le site de Fos-sur-Mer / Clos

Demande d'Autorisation d'Exploiter (DDAE)

1 observation 402 visiteurs 590 téléchargements

Tableau de bord Observations Visualiser

Nous pouvons constater le grand nombre de visites (402), le nombre de téléchargements (590) mais en revanche une seule observation déposée ainsi qu'une très faible fréquentation des nombreuses permanences et autres moyens d'expression mis à disposition du public.

Nous pensons que cette apparente absence d'intérêt relève de la situation de crise sanitaire, mais aussi de la crise économique qui en résulte et qui pourrait affecter l'avenir industriel du maître d'ouvrage et par conséquent l'emploi dans le golfe de FOS.

Nous notons que le Conseil Municipal de la ville de Fos-sur-Mer dans sa délibération N° 2020-122 du 30 juin 2020 a émis un avis favorable à la majorité des suffrages exprimés

Conformément à l'article R123-18 du code de l'environnement et après clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur a fait parvenir sous huitaine par courriel le 27 juillet 2020 la synthèse des observations (Par dérogation en conséquence des mesures sanitaires qui ne permettent pas au personnel d'ArcelorMittal actuellement en télétravail de rencontrer des personnes extérieures.). Arcelor Mittal a accusé réception du tableau de synthèse qui lui a été adressé.

Le maître d'ouvrage a été invité à produire par le même moyen de communication dans un délai de quinze jours un mémoire en réponse aux observations formulées

Le mémoire en réponse a été produit par ArcelorMittal par courriel également le 7 août 2020.

**3-ANALYSE DES OBSERVATIONS DU PUBLIC (voir annexe5)** Cette annexe comporte la synthèse des observations recueillies du 27 juillet 2020 ainsi que le mémoire en réponse d'ArcelorMittal du 7 août 2020.



#### 4- CONCLUSIONS DU RAPPORT. (Les conclusions motivées figurent sur un document séparé joint au présent rapport)

La durée de l'enquête était initialement prévue pendant 33 jours du jeudi 5 mars 2020 au lundi 6 avril 2020. Au terme de 15 jours d'enquête, du 5 au 20 mars 2020 et après la tenue de 4 permanences, l'enquête a été interrompue par les mesures sanitaires de confinement.

L'enquête a été reprise le lundi 29 juin 2020 pour une durée de 22 jours. Il s'est tenu quatorze permanences en présentiel dans les communes concernées, plus 4 permanences téléphoniques (moyen exceptionnel lié aux mesures de distanciation mis à disposition des personnes vulnérables, ne disposant pas de moyens informatiques qui ne souhaiteraient pas se déplacer)

Elle a été clôturée le 20 juillet 2020 à 17h en commune de Fos Sur Mer siège de l'enquête. Les registres des trois communes ont été mis à disposition du commissaire enquêteur et clos par lui.

La durée de l'enquête de quinze jours (15) durant la première partie de l'enquête, puis après l'interruption de vingt-deux (22) jours après la reprise, les moyens d'expression, d'information et de publicité mis en œuvre ont permis au public de prendre connaissance et de s'exprimer sur les divers supports mis à sa disposition dont notamment les registres disposés dans les trois communes concernées, Port Saint Louis, Arles et Fos sur Mer.

L'information du public sur la nature de l'enquête, la durée durant les deux phases avant et après l'interruption, les lieux de permanences et les divers moyens de consultation du dossier et d'expression sont conformes aux dispositions réglementaires arrêtées.

Par conséquent le commissaire enquêteur au terme de l'enquête publique considère :

- Que l'enquête publique s'est déroulée certes exceptionnellement en deux phases mais conformément aux arrêtés préfectoraux N°2019-15A des 14 février puis du 9 juin 2020 pris par Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône.

- Qu'il a pu analyser et exploiter le dossier et l'ensemble des pièces et documents annexés dont il a jugé de la complétude

- Qu'il a pu se faire présenter le dossier par ArcelorMittal et visiter les lieux du projet

- Que les publications et affichages ont été conformes aux arrêtés voire améliorés par des informations complémentaires délivrées par les communes sur des supports internes

- Que les nombreuses permanences ont pu se dérouler avec la collaboration de l'ensemble du personnel communal concerné en dépit des circonstances « covid »

- Que le pétitionnaire a répondu par un mémoire en réponse par courriel le 7 août 2020 au rapport de synthèse des observations transmis par courriel le 27 juillet 2020 par le commissaire enquêteur.

Compte tenu de l'ensemble de ces éléments le commissaire enquêteur considère qu'il est en mesure d'émettre ses conclusions dans un document séparé.

Fait à Gignac la Nerthe le 14 août 2020

Le commissaire enquêteur

Jean Claude COSTA



RAPPORT D'ENQUETE PUBLIQUE